



UNE GÉNÉRATION Y

pas très tranquille

ON LES CROYAIT APOLITIQUES, INDIVIDUALISTES ET MÊME INCULTES. MAIS, AU PRINTEMPS DERNIER, CES QUÉBÉCOIS DE 18 À 30 ANS ONT CAUSÉ UN FORMIDABLE TUMULTE... QUI A FINI PAR PRÉCIPITER LA PROVINCE DANS LES ÉLECTIONS!* À TRAVERS LA GRÈVE ÉTUDIANTE, C'EST TOUTE LA SOCIÉTÉ BÂTIE PAR LEURS PARENTS QUE CES JEUNES ONT REMISE EN QUESTION. ZOOM SUR UN CHOC DES GÉNÉRATIONS.

texte CATHERINE GIRARD

Léa, Naomie et Florence Tremblay ont toujours été proches de leur père. Mais le conflit étudiant a quelque peu envenimé les relations entre ces trois frangines, qui portaient fièrement le carré rouge, et leur papa, Luc. Au mois de mai dernier, celui-ci a publié une lettre ouverte dans le quotidien *La Presse* à l'intention de ses filles – surtout de la plus jeune, qui fréquentait le Cégep du Vieux-Montréal, un des fiefs de la contestation étudiante. Il y dénonçait notamment «la mauvaise foi crasse» et l'irresponsabilité des leaders étudiants, qui, à son avis, ne respectaient pas les principes de base de la démocratie.

La réplique des trois sœurs, relayée par le blogue du magazine *Urbania*, n'a pas tardé. Elles y exposaient leur définition de la démocratie (qui, selon elles, ne se limite pas à un simple vote tous les quatre ans) et formulaient le souhait de bâtir une société plus équitable. Leur missive, qui s'appuyait sur une argumentation solide, leur a valu une centaine de commentaires, pour la plupart élogieux, et près de 6000 mentions «J'aime» sur Facebook. Le père, lui, n'a pas beaucoup apprécié. «Je n'ai jamais voulu que notre divergence d'opinions prenne une telle ampleur, explique-t-il aujourd'hui. Pour moi, l'amour que les membres d'une famille se portent est plus important que les convictions politiques.» Ses filles assurent cependant que leur riposte n'avait rien d'un règlement de comptes. «Nous désirions ►►

* Note de la rédaction: au moment où nous mettons sous presse, la campagne électorale ne faisait que commencer.

« Les plus âgés répètent que tout le monde doit faire sa juste part, alors que les jeunes acceptent mal de devoir rembourser une dette qui n'est pas la leur. »

JEAN-MARC LÉGER, LÉGER MARKETING

simplement exposer notre point de vue, comme notre père nous avait lui-même appris à le faire», explique Florence Tremblay, la cadette.

Bien que son aspect médiatique la rende peu banale, cette chicane de famille n'a rien d'unique. Depuis le déclenchement de ce qui est devenu la plus longue grève étudiante de l'histoire du Québec, le 13 février dernier, ça discute fort dans les chaumières de la province. Selon Jean-Marc Léger, président de la firme de sondages Léger Marketing, les tensions sont particulièrement vives entre les membres de la génération Y, à laquelle appartient la majorité des étudiants en grève, et les baby-boomers. «Pourtant, les jeunes d'aujourd'hui ne sont pas tellement différents de ceux d'hier», affirme le sondeur. Lorsqu'ils étaient eux-mêmes de jeunes adultes, les enfants de l'après-guerre n'ont pas hésité à bousculer l'ordre établi pour bâtir une société à leur image. Les années 1960 et 1970 ont en effet été marquées par des luttes syndicales, féministes et identitaires, qui ont abouti, entre autres, à la création de généreux régimes de retraite et à une refonte de l'éducation.

Au fil de la Révolution tranquille, les boomers ont fait du Québec un État moderne, laïc et plus juste. Malheureusement, ils ont aussi plongé la province dans le rouge. Selon l'Institut économique de Montréal, la dette publique du Québec s'élève aujourd'hui à plus de 250 milliards de dollars, ce qui en fait une des plus élevées du monde industrialisé. «Devant ce constat, les baby-boomers et les membres de la génération Y ont des réactions très différentes, observe Jean-Marc Léger. Les plus âgés répètent que tout le monde doit faire sa juste part, alors que les jeunes acceptent mal de devoir rembourser une dette qui n'est pas la leur. Ils se sentent encore plus floués du fait que les boomers ont pu, eux, bénéficier d'un système d'éducation à faible coût.»

UN LEGS TRÈS LOURD

Pour l'ex-député péquiste Joseph Facal, cependant, «les universités québécoises manquent cruellement d'argent». En 2010, le Pacte pour le financement concurrentiel de nos universités (dont il est un des signataires) faisait déjà état du délabrement des infrastructures universitaires, du manque d'espace causé par l'augmentation des effectifs étudiants et de la diminution des fonds alloués à la recherche. Pour éviter que la qualité de la formation offerte dans les établissements québécois se dégrade, les auteurs du Pacte préconisaient que le gouvernement s'engage à ne pas réduire le financement public des universités, d'une part. D'autre part, ils préconisaient une hausse importante des droits de scolarité: 2200 \$ pour les secteurs à faible coût (comme la philosophie), et de 3000 \$ à 10 000 \$ pour les programmes à coût élevé (comme la médecine). Joseph Facal, qui enseigne

maintenant à l'École des HEC de Montréal, estime donc que l'augmentation proposée par le gouvernement Charest est à la fois «justifiée» et «raisonnable».

Le chroniqueur et polémiste Éric Duhaime croit quant à lui que le sous-financement des universités révèle un problème bien plus vaste. «On s'intéresse de moins en moins à la formation des jeunes pour se concentrer sur les bobos des plus vieux. En 1981, l'éducation représentait 36,6 % des dépenses du gouvernement du Québec, contre 30 % pour la santé. Trente ans plus tard, [la part de l'éducation] n'est plus que de 23 %, contre presque 50 % pour la santé. Et l'écart se creuse sans cesse», déplore-t-il dans son essai virulent *L'État contre les jeunes, comment les baby-boomers ont détourné le système* (VLB éditeur).

Le vieillissement de la population est peut-être responsable de l'explosion des coûts dans le domaine de la santé, mais il n'explique pas à lui seul la diminution de la part de la tarte étatique réservée à l'éducation. «Les baby-boomers, qui dirigent le Québec depuis la fin des années 1960, ont fait preuve de laxisme en ce qui a trait aux finances publiques, estime Jean-Marc Léger, qui a également une formation en économie. Au cours des 50 dernières années, ils ont dépensé sans compter. Et le gouvernement, plutôt que de faire le ménage dans ses dépenses, a décidé d'exiger plus d'argent de la part des étudiants. Je ne suis donc pas étonné de voir ceux-ci manifester!»

LA POINTE DE L'ICEBERG

D'après Jean-Marc Léger, si le déclenchement d'une vague de contestation autour de la hausse des droits de scolarité était prévisible, l'ampleur et la persistance du mouvement, elles, ont de quoi surprendre. «Personne ne l'avait vu venir. Ni le gouvernement, ni les partis d'opposition, ni même les leaders étudiants», affirme M. Facal. D'après lui, si le débat avait uniquement porté sur les droits de scolarité, il aurait fini par s'essouffler. «Toutefois, ce n'est pas ce qui s'est produit. L'augmentation des droits de scolarité a joué un rôle de catalyseur auprès de tous les Québécois mécontents du gouvernement de Jean Charest.» Économie à bout de souffle, infrastructures délabrées, gestion controversée des ressources naturelles, allégations de corruption... La marmite populaire était pleine. Et l'adoption de la loi 78, qui visait à ramener l'ordre après une centaine de jours de grève, n'a réussi qu'à jeter de l'huile sur le feu.

«Cela dit, les étudiants étaient tout de même très divisés sur l'enjeu premier, soit le dégel des frais d'inscription. La majorité d'entre eux n'a d'ailleurs pas participé au mouvement de grève», souligne M. Facal. De fait, au plus fort de l'action, le 22 mars, environ 300 000 des 400 000 étudiants québécois étaient en grève, selon la FEUQ; un ►►

mois plus tard, ils n'étaient plus que 175 000. La position des associations étudiantes ne faisait pas l'unanimité non plus au sein de la population québécoise: selon un sondage CROP-La Presse mené au début du mois de mai dernier, 68 % des Québécois se disaient favorables à la hausse proposée par le gouvernement. Chez les 55 ans et plus, cet appui grimpeait même à 74 %! Cependant, d'après une enquête Léger Marketing-Agence QMI effectuée quelques jours plus tard, une proportion similaire de répondants était d'avis que le conflit étudiant avait été mal géré par le premier ministre Jean Charest.

LE SACRE DE L'ENFANT-ROI

Le gouvernement a été critiqué pour son attitude de fermeture à l'égard des étudiants, et ces derniers ont à leur tour été accusés de faire preuve de mauvaise foi. «On nous a traités d'égoïstes, d'irresponsables, de bébés gâtés. Pourtant, j'ai toujours travaillé pendant mes études, et je me suis serré la ceinture pour boucler mon budget. Je n'avais ni voiture, ni iPod, ni aucun gadget du genre», indique Léa Tremblay, qui s'est endettée de plus de 40 000 \$ au cours de ses études. «C'est un stress financier énorme, dit la jeune femme. Je ne souhaite ça à personne.»

N'empêche que, pour le conférencier Carol Allain, le cas de Léa est l'exception qui confirme la règle. «Les Y sont nés pour être contents. Pour eux, rien n'est trop beau: bébélles technos, voyages, vêtements griffés», soutient l'auteur de plusieurs ouvrages sur le sujet, dont *Génération Y – L'enfant-roi devenu adulte* (Les Éditions Logiques).

Selon Carol Allain, près de la moitié des jeunes de cette génération sont des enfants du divorce. À cause du sentiment de culpabilité de leurs parents et du dédoublement des familles – aujourd'hui, il est théoriquement possible d'avoir

quatre grands-mères! –, ils ont été choyés et habitués au confort dès leur plus jeune âge. Or, dans l'esprit de bien des contribuables, si des étudiants peuvent s'offrir un iPhone et des vacances au soleil durant la semaine de relâche, ils ont les moyens de payer 50 ¢ de plus par jour pour leur formation!

Les étudiants – surtout ceux affiliés à la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, la CLASSE – ont également été condamnés pour leurs gestes de désobéissance civile, comme le blocage des ponts et le non-respect des injonctions obtenues par ceux qui souhaitent reprendre leurs cours. Les Y n'ont pas inventé la désobéissance civile, mais leurs valeurs les rendent peut-être plus enclins à utiliser cette forme de résistance, croit Carol Allain: «Les boomers ont des valeurs qui suivent un axe vertical. Pour eux, le respect des limites, de la hiérarchie et de l'autorité, c'est très important. Les Y ont plutôt des valeurs qui suivent un axe horizontal. Ils prônent l'égalité et la négociation.»

Cette souveraine jeunesse ne s'est pourtant pas couronnée elle-même, rappelle le conférencier: «Qui a élevé les Y? Les baby-boomers! Ça me fait toujours rire quand j'entends ceux-ci traiter les jeunes d'enfants-roys. Au lieu de jeter la première pierre, ils devraient s'interroger sur leur travail de parents.»

SURPRISE, ILS SONT ARTICULÉS!

«C'est vrai que les jeunes d'aujourd'hui sont plus exigeants envers tout et tout le monde, concède Jean-Marc Léger. L'avantage, c'est que ça aiguise leur sens critique! Ils n'acceptent pas les entourloupettes du gouvernement aussi facilement que leurs aînés.» Comme le souligne Carol Allain, les membres de la génération Y sont également d'excellents orateurs. «Parce qu'ils viennent de familles moins nom-

breuses, les Y ont grandi en étant entourés d'adultes. De plus, leurs opinions étaient très valorisées par leurs parents. Ainsi, ils ont pu acquérir des talents de communicateurs», explique-t-il. Ceux qui croyaient que l'art oratoire était, «tsé comme genre», voué à une mort certaine avec l'arrivée des Y et de leur langage SMS peuvent donc dormir tranquilles.

Les leaders étudiants ont en effet impressionné bien des gens par la facilité avec laquelle ils s'exprimaient. Léo Bureau-Blouin, Martine Desjardins et Gabriel Nadeau-Dubois, trois têtes d'affiche du mouvement étudiant au printemps dernier, ont d'ailleurs effectué un passage remarqué à l'émission *Tout le monde en parle*. «On peut ne pas être d'accord avec leurs positions, mais on ne peut nier leur pouvoir d'attraction, leur éloquence et leurs qualités de leaders», écrivait le chroniqueur télé Richard Therrien dans le journal *Le Soleil*. De fait, même Arielle Grenier, représentante ➤



Le choc des générations vu par Yvon Roy, caricaturiste indépendant

du Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec – lequel est en faveur de la hausse et opposé à la grève –, a reconnu que le discours de Gabriel Nadeau-Dubois, l'ex-porte-parole de la CLASSE, était «accrocheur».

C'est d'ailleurs la verve des leaders étudiants qui a incité Jacques Léger, 76 ans, à prendre part à quelques-unes de leurs manifestations. «Ces jeunes m'ont impressionné. Je croyais que la nouvelle génération n'avait pas d'intérêt pour la politique et qu'elle était centrée sur elle-même. Je suis content de voir que je m'étais trompé», confie le professeur retraité. Lors d'une manif, il a même serré Gabriel Nadeau-Dubois dans ses bras: «Ce jeune homme m'a dit: "Merci monsieur", alors que c'est moi qui avais envie de le remercier parce qu'il avait prouvé que la jeunesse était capable de se tenir debout.»

M. Léger n'est pas la seule tête blanche à appuyer les étudiants. C'est que, au-delà du fossé intergénérationnel, des fractures sont présentes dans notre société. «Le débat souverainiste-fédéraliste divise toujours les Québécois, même s'il n'est pas aussi vif qu'à l'époque du référendum le plus récent, en 1995. À cette tension s'ajoute un affrontement gauche-droite, qui, lui, est assez nouveau», fait remarquer Jean-Marc Léger. À son avis, les baby-boomers en faveur de l'indépendance du Québec et d'une société plus solidaire ont donc vu dans les manifestations étudiantes une occasion de faire valoir leurs points de vue.

AFFRONTEMENTS À L'HORIZON

Malgré la participation de ces boomers souverainistes et de gauche, le mouvement du carré rouge annonce d'abord et avant tout l'éveil d'une génération, selon Carol Allain. «Jusqu'à maintenant, les Y ne s'intéressaient pas vraiment à la chose publique. Ou plutôt, leurs yeux étaient tournés vers ce qui se passait à l'étranger», note-t-il. Grands voyageurs, ils étaient fascinés par les révoltes dans le monde arabe, le sort des autochtones d'Amérique latine ou l'effet des changements climatiques sur la calotte polaire. «Avec cette grève, ils se sont sensibilisés aux enjeux d'ici», poursuit-il.

Les sœurs Tremblay, elles, se réjouissent de pouvoir discuter de politique avec des confrères qui n'y trouvaient auparavant aucun intérêt. «Autour de la table, dans la maison familiale, le sujet de prédilection, c'était la politique. Nos parents, en particulier notre père, tenaient à ce que nous apprenions à dialoguer et à débattre des idées. Or, avant le conflit étudiant, il n'y avait pas beaucoup de jeunes

de notre âge avec qui nous pouvions avoir de telles conversations», affirme Naomie. On ne peut pas dire qu'elle manque d'interlocuteurs aujourd'hui...

D'ailleurs, à en croire Jean-Marc Léger, la prise de conscience politique des Québécois de 18 à 30 ans est loin d'être terminée. «Les Y vont continuer à se faire entendre.

« Ils doivent s'engager plus activement en politique. C'est la seule façon pour eux de faire véritablement valoir leurs opinions et leurs besoins. »

JOSEPH FACAL

La mobilisation contre la hausse des droits de scolarité, ce n'est que le premier round. Le prochain portera sur le marché du travail», avance-t-il. Avec la pénurie de main-d'œuvre qui point à l'horizon – et qui frappe déjà de plein fouet certains secteurs d'activité –, les jeunes accéderont plus rapidement à des emplois haut placés et bien rémunérés. La cohabitation au sommet avec les baby-boomers, qui occupent actuellement la majorité des postes de gestion, ne se fera pas sans heurts, prévient l'économiste.

Ce qui risque de créer le plus de houle, toutefois, c'est le débat qui touche les caisses de retraite. Ce n'est un secret pour personne: le vieillissement de la population entraîne une pression à la hausse sur les régimes de pension. Avec le déclin démographique, on compte également de moins en moins de travailleurs pour le nombre de retraités. En 2020, le rapport sera de deux pour un, alors qu'il était de sept pour un il y a 25 ans, souligne Éric Duhaime. La crise économique de 2008 et la faible croissance subséquente n'ont fait qu'empirer les choses. Pour renflouer les coffres et respecter ses engagements envers les aînés, le gouvernement provincial prévoit d'ailleurs une augmentation des cotisations au Régime des rentes du Québec (RRQ). M. Duhaime voit là un véritable «hold-up générationnel», puisque la prochaine génération de travailleurs devra payer des contributions trois fois plus élevées que les baby-boomers pour bénéficier, dans le meilleur des scénarios, de rentes identiques. «Si on ne procède pas à des changements majeurs, des conflits éclateront entre les jeunes générations, opposées au prélèvement d'une part trop importante de leurs revenus, et les retraités, craignant la réduction de leurs prestations», écrit-il.

Pour rétablir le rapport de force entre jeunesse et sagesse, et éviter que le choc des générations se transforme en débat stérile, il faut, selon Joseph Facal, que les jeunes cessent de compter uniquement sur le pouvoir de la rue. «Ils doivent s'engager plus activement en politique. C'est la seule façon pour eux de faire véritablement valoir leurs opinions et leurs besoins», affirme-t-il. À ce chapitre, peut-être les jeunes suivront-ils l'exemple de leur ancien leader, Léo Bureau-Blouin, recruté par le Parti québécois... ❖